

jeter l'Europe dans les complications redoutables d'une crise orientale. Cette campagne ne servit pas la cause des Arméniens, mais elle réussit à ameuter une partie de l'opinion française contre une politique qui faisait notre force dans le monde, mais qui gênait la liberté de mouvements de l'Angleterre. Ainsi, indirectement, la politique britannique avait en partie réussi : elle avait émoussé, dans une certaine mesure, la puissance d'action de l'Alliance franco-russe, en aidant, en France, au déchaînement des passions politiques et à l'avènement du parti radical.

L'Allemagne était, cette fois encore, cette fois surtout, la principale bénéficiaire de la crise. Depuis le Congrès de Berlin, elle jouissait à Constantinople d'une influence d'autant plus forte que ses armées étaient plus éloignées et ses flottes moins redoutables. Dans la crise arménienne son attitude fut nettement favorable à la Turquie; elle s'opposa, ou ne donna qu'une adhésion platonique à toutes les mesures proposées, non seulement par l'Angleterre, mais encore par la France et la Russie, pour imposer au Sultan des réformes¹. Elle ne cessa pas d'agir « comme un membre libre du concert européen »; elle ne prit pour règle de sa conduite que son intérêt immédiat, et son attitude contribua dans une large mesure à encourager la Porte dans sa résistance aux conseils réitérés de la Russie et de la France. Le Sultan, entre la Russie et l'Autriche, dont il redou-

1. En réponse au discours de lord Salisbury de décembre 1893, l'Empereur Guillaume II affirmait avec force les droits souverains de la Turquie. Dans la question du doublement des stationnaires et du programme de réformes des ambassadeurs (automne 1896), l'Empereur et le baron Marschall se montrèrent constamment disposés à une politique plus confiante vis-à-vis du Sultan que vis-à-vis des puissances.